

Patrice Arnaud, *Les STO. Histoire des Français requis en Allemagne nazie 1942-1945*, Paris, CNRS Editions, 2010, 592 p.

Fabrice Grenard

Paroxysme de la politique de collaboration menée par Vichy et de l'exploitation de la France par l'occupant allemand, la réquisition des travailleurs français pour l'Allemagne marqua profondément la société française des « années noires ». Mais au regard de l'importance qu'a pu revêtir pour toute une génération cette expérience particulière du travail en Allemagne, les requis sont pendant longtemps apparus comme des « oubliés » de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, en raison notamment de la « concurrence mémorielle » représentée par d'autres catégories victimes de guerre, qui avaient été « plus héroïques » ou « plus victimes qu'eux ». La façon dont les travailleurs requis avaient vécu et perçu leur expérience restait donc relativement peu connue (l'historiographie allemande s'est davantage intéressée au sort des « travailleurs de l'Est » qu'à ceux en provenance des pays occidentaux tandis que les travaux menés en France concernaient surtout, à travers quelques monographies régionales, les conséquences des réquisitions de main-d'œuvre et les réactions qu'elles suscitérent). Il manquait ainsi une histoire globale de la vie des travailleurs français en Allemagne, à l'image de ce qu'avait réalisé Yves Durand pour les prisonniers de guerre. Cette lacune apparaît désormais comblée avec le livre de Patrice Arnaud, version abrégée de sa thèse de doctorat soutenue à l'université de Paris I. L'ouvrage s'appuie sur les nombreux témoignages publiés (une soixantaine) par d'anciens requis anonymes ou célèbres (François Cavanna, Antoine Blondin), sur un corpus d'une trentaine d'entretiens réalisés par l'auteur, sur des sources d'archives françaises et allemandes riches et variées (notamment les archives des institutions françaises ayant eu à s'occuper du sort des travailleurs exilés et celles des administrations et institutions chargées en Allemagne d'encadrer et le cas échéant de réprimer la main-d'œuvre étrangère).

L'ouvrage constitue une véritable « histoire du quotidien » des requis français en Allemagne, Patrice Arnaud inscrivant son travail dans le cadre d'une « histoire sociale vue d'en bas » focalisée sur le vécu des acteurs et s'inspirant du courant historiographique allemand de l'*Alltagsgeschichte*. Au total, quelques 600 000 Français partirent travailler en Allemagne, en plusieurs vagues successives : les volontaires tout d'abord, mobilisés notamment dans le cadre de la « Relève » (le départ de trois ouvriers devait permettre la libération d'un prisonnier de guerre), les requis recrutés sur une base professionnelle ensuite, dans le cadre de la loi du 4 septembre 1942 relative à « l'utilisation et à l'orientation de la main-d'œuvre » qui, comme le rappelle l'auteur, constitua la « pierre angulaire » de la réquisition (en étant responsable de 55 à 60 % du nombre total de requis), ceux enfin qui furent recrutés sur critère démographique au titre de la loi la plus connue, celle du 16 février 1943 assujettissant tous les jeunes Français nés entre 1920 et 1922 à un service du travail obligatoire en Allemagne. En dix chapitres très structurés, le livre permet de suivre l'ensemble du parcours de ces requis, de leur départ jusqu'à leur retour en France à la fin de la guerre. Il s'intéresse aux conditions de travail à

l'intérieur des usines allemandes, mais aussi aux conditions de vie et d'hébergement, aux différentes distractions, aux rapports développés avec la population allemande et les autres catégories de travailleurs étrangers, aux différentes politiques d'encadrement et de répression menées par les Allemands, à l'évolution de l'état d'esprit des requis au cours de leur exil.

L'ouvrage démontre combien les expériences des requis furent en fait plurielles. Cela tient tout d'abord à la diversité de leurs origines sociologiques : les travailleurs partis dans le cadre de la « Relève » étaient dans leur grande majorité ouvriers tandis que ceux concernés par le Service du travail obligatoire (STO) à partir de février 1943 appartenaient à toutes les professions, certains n'ayant même jamais travaillé. Il en résulta des adaptations totalement différentes au monde de l'usine en Allemagne selon que les requis possédaient ou non une expérience ouvrière et les non-ouvriers vécurent souvent leur immersion dans le travail industriel comme un traumatisme supplémentaire à celui du déracinement. Tous les requis ne travaillèrent pas non plus en usine (cela ne concerna que 80 % d'entre eux) et les artisans, coiffeurs, cuisiniers, boulangers..., jusqu'à certains artistes qui purent continuer leurs activités en Allemagne (des acrobates furent ainsi affectés au cirque de Berlin) apparurent relativement privilégiés par rapport aux ouvriers de la grande industrie. Dans les usines allemandes, les conditions de travail apparaissaient très variables selon les secteurs (discipline plus stricte et horaires plus lourds dans les grandes usines d'armement) mais aussi selon les comportements du personnel d'encadrement (des contremaîtres se comportent à l'égard de la main-d'œuvre française comme de véritables gardes-chiourme très brutaux tandis que d'autres nouent des relations professionnelles normales). Les conditions de vie et d'hébergement furent également disparates. Les plus privilégiés étaient ceux qui eurent la chance de loger chez l'habitant (essentiellement les volontaires) et échappaient ainsi à la discipline très stricte des camps de travailleurs. Les conditions de vie dans ces camps variaient en fonction de leur inégal équipement (à Stettin, deux navires désaffectés servent de camp aux travailleurs étrangers), de la plus ou moins forte promiscuité dans les chambres et baraquements (le volume d'air, fixé légalement à 10 puis abaissé à 7 m³ par travailleur, n'est pas toujours respecté), de l'inégal approvisionnement des cantines (dans les grandes villes les cantines sont plus mal approvisionnées que dans les régions rurales), de leur plus ou moins forte exposition aux bombardements alliés. Sur le plan de l'état d'esprit et des comportements politiques, l'attitude des requis fut à bien des égards à l'image de celle des Français. Il y eut un petit groupe ultra-minoritaire de « collabos », s'engageant comme *V-Männer* (*Vertauensmänner* « hommes de confiance ») au sein de la Gestapo ou comme informateur de l'Abwehr, le plus connu d'entre eux étant l'écrivain Maurice Sachs, agent particulièrement efficace de la Gestapo à Hambourg. Une autre petite minorité de requis fit quant à elle le choix de rejoindre la résistance active, à l'image de ceux qui développèrent des actions de sabotages organisés et de renseignement au sein du réseau de l'Union européenne rassemblant des résistants allemands et des travailleurs étrangers ou de la cinquantaine de travailleurs des usines Skoda de Dubnica qui rejoignirent les maquis slovaques. Mais au final, la grande majorité des requis fit plutôt preuve « d'attentisme » et de « prudence », voire d'une certaine « accommodation » face à leur situation, certains se laissant même parfois impressionner par la puissance, la modernité et certaines avancées sociales (la sécurité sociale par exemple) du Troisième Reich. Ce n'est que lorsque les événements militaires se précisèrent

définitivement (débarquement allié en Normandie) que les requis manifestèrent ouvertement leur satisfaction de voir l'Allemagne battue.

Parallèlement à cette histoire quotidienne de la vie des travailleurs français en Allemagne, l'ouvrage nous apprend également beaucoup sur le fonctionnement de l'État nazi à travers les différentes stratégies d'encadrement et de répression développées par le régime hitlérien à l'égard de la main-d'œuvre étrangère. Le traitement des requis par les autorités allemandes confirme l'idée d'une « polycratie nazie » caractérisée par les nombreuses rivalités et conflits de compétence qui opposèrent les ministères et administrations du Reich, ainsi que par les stratégies souvent contradictoires développées sur le plan économique. L'affectation parfois peu rationnelle des requis français (les qualifications et compétences sont rarement mises à profit) témoigne aussi des nombreux dysfonctionnements qui caractérisèrent l'économie de guerre allemande. Quant à la politique répressive menée par les Allemands, elle révèle le plus souvent un très grand décalage entre le cadre répressif légal particulièrement sévère fixé par le régime et une pratique quotidienne qui se montre beaucoup plus indulgente, notamment de la part des tribunaux correctionnels. Il en ressort également une absence totale de cohérence au niveau des décisions de justice rendues et des sanctions adoptées : le fait par exemple de nouer des relations amoureuses avec une Allemande, considéré comme « non souhaitable » par les autorités, pouvait dans certains cas s'accompagner d'un simple avertissement ou d'un déplacement du requis, dans d'autres entraîner un séjour dans un camp de rééducation par le travail (*Arbeitserziehungslager*, AEL) où les conditions de détention étaient très violentes (taux de mortalité de 18 %).

En s'appuyant à la fois sur de nombreuses citations extraites de témoignages et sur des sources d'archives, l'auteur confronte constamment au long de l'ouvrage la mémoire et l'histoire et s'efforce de rétablir certaines vérités. Le freinage du travail et les opérations de sabotage destinés à entraver l'économie de guerre allemande ne furent pas aussi importants que certains ont bien voulu le dire. Patrice Arnaud montre ainsi que les employeurs allemands étaient plutôt satisfaits d'une main-d'œuvre française effectuant correctement son travail. Surtout, il estime que dans la majorité des cas, le ralentissement de la production, les pratiques permettant de se soustraire au travail ou les mouvements de grèves étaient des stratégies développées pour se protéger individuellement d'un travail éreintant ou pour revendiquer des améliorations matérielles (augmentation des rations alimentaires, des salaires). Ce genre de pratiques constituait en fait la perpétuation outre-Rhin « d'*habitus* ouvrier » qui avaient toujours caractérisé le travail en usine et n'apparaissaient donc pas très différents des comportements existant en période de paix. Dans leurs témoignages, les requis insistent sur la mauvaise qualité et la monotonie de la nourriture en Allemagne. Patrice Arnaud rappelle pourtant que, lorsqu'elles étaient satisfaites, les rations servies aux travailleurs étaient largement supérieures à celles dont pouvait bénéficier au même moment la population française. Là où beaucoup de requis, « hantés par l'accusation d'avoir profité matériellement de l'exil » tendent à refouler la question des salaires, l'auteur insiste sur le fait que le salaire, souvent bien plus élevé qu'en France, fut bien pour de nombreux travailleurs « un enjeu essentiel », notamment pour les hommes mariés qui envoyaient des fonds à leur famille. Les conclusions ne sont donc pas toujours en faveur des requis. Mais l'auteur leur fait également justice en soulignant que si la mémoire collective a eu tendance à ranger les STO parmi les « collabos » et les serviteurs de l'Allemagne nazie, les requis furent



Histoire@Politique. Politique, culture, société – Rubrique « Comptes rendus – ouvrages ».
Mis en ligne le 4 novembre 2010, www.histoire-politique.fr

en fait « avant tout des victimes de la guerre livrés par leur gouvernement à l'ennemi ».